

ACTS

PASSED BY THE GENERAL ASSEMBLY

OF THE

STATE OF LOUISIANA,

AT THE

EXTRA SESSION,

HELD AND BEGUN IN THE CITY OF NEW ORLEANS,

ON THE 23d OF NOVEMBER, 1865.

—♦♦♦—
PUBLISHED BY AUTHORITY.
—♦♦♦—

NEW ORLEANS:
J. O. NIXON, STATE PRINTER,
1866.

ACTS

PASSED BY THE GENERAL ASSEMBLY

OF THE

STATE OF LOUISIANA,

AT THE

EXTRA SESSION,

HELD AND BEGUN IN THE CITY OF NEW ORLEANS,

ON THE 23d OF NOVEMBER, 1865.

PUBLISHED BY AUTHORITY.

NEW ORLEANS:

J. O. NIXON, STATE PRINTER,

1866.

ACTES

PASSÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE

L'ÉTAT DE LA LOUISIANE,

A LA

SESSION EXTRA,

TENUE ET COMMENCÉE DANS LA VILLE DE LA N^UVE-ORLÉANS,

LE 23^{ME} JOUR DE NOVEMBRE 1865.

—♦♦♦—
PUBLIÉS PAR AUTORITÉ.

—♦♦♦—
NOUVELLE-ORLÉANS:

J. O. NIXON, IMPRIMEUR D'ÉTAT.

1866.

ACTES

DE

L'ETAT DE LA LOUISIANE.

No. 1.]

UN ACTE

Assignant un fonds pour les traitements des membres et officiers de l'Assemblée Générale, et pour l'acquittement de ses dépenses contingentes.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: La somme de cent mille piastres, ou tout partie d'icelle qui sera nécessaire, est et demeure affectée par ces présentes, sur tous fonds dans le Trésor dont il n'a pas été autrement disposé, au paiement du *per diem* et du millage des membres, des traitements des officiers et des dépenses casuelles de l'Assemblée Générale. Le montant ainsi assigné sera payé par le Trésorier, sur présentation du mandat de l'Auditeur des comptes publics, conformément à la loi.

SEC. 2. Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 6 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

S. WROTNOWSKI,

Secrétaire d'Etat.

No. 2.]

RESOLUTION CONJOINTE

Relative aux Relations Fédérales.

Attendu qu'il convient et qu'il est dû à nos constituants et au Gouvernement que cette Législature, récemment sortie du sein du peuple de l'Etat tout entier, la première qui, depuis la Reddition, se soit réunie en Louisiane, exprime d'une manière publique et non équivoque ses sentiments à l'égard de la *situation actuelle*, en conséquence:

1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de la Louisiane,

the State of Louisiana, in General Assembly convened, That there is no spirit of resistance to Federal authority among the people of Louisiana; that they frankly avowed their purposes and objects in the late struggle for separate government, and having failed in that, they now, with equal frankness, accept, as the inevitable result, the present situation, including the abolition of slavery, the re-establishment of which they do not expect.

2. Be it further resolved, &c., That in the expression that "the Southern people must be trusted," President Johnson exhibited a thorough acquaintance with Southern character, and eminent wisdom and statesmanship, and that it is our firm resolve to justify this confidence and to sustain the President in his efforts to restore these States to representation in Congress and a position of political equality in the Union.

3. Be it further resolved &c., That the people of Louisiana are unreserved in their purpose of loyalty, and, if permitted, that to the Constitution of the United States and the Union of the States thereunder do they now look for their future political happiness and prosperity.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 6, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

S. WROTNOWSKI,

Secretary of State.

No. 3.]

JOINT RESOLUTION.

Be it resolved by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That His Excellency, Governor J. Madison Wells, be respectfully requested to institute immediate proceedings to recover the Statue of the Father of our Country, GEORGE WASHINGTON, which Statue was carried away by the Federal authorities at the capture of Baton Rouge.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 6, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy.

S. WROTNOWSKI,

Secretary of State.

réunis en Assemblée Générale, ont résolu: Le peuple de la Louisiane n'a aucun esprit de résistance à l'autorité fédérale; il a franchement avoué ses desseins et son but lors de la dernière lutte pour ériger un gouvernement séparé, et maintenant que le succès lui a fait défaut, il accepte, avec une égale franchise, comme résultat inévitable, la situation actuelle emportant l'abolition de l'esclavage dont il n'attend plus le rétablissement.

2. Ont résolu de plus, Dans cette parole: "il faut se fier au peuple du Sud," le président Johnson a montré une connaissance parfaite du caractère méridional, une profonde sagesse et une capacité d'homme d'Etat éminente. C'est notre ferme résolution de justifier la confiance du Président et de le seconder dans ses efforts pour rétablir la représentation des Etats du Sud au Congrès et leur rendre une position d'égalité politique dans l'Union.

3. Ont de plus résolu, Le peuple de la Louisiane est loyal, sans réserve aucune, et si ce lui est permis, il n'attend que de la Constitution des Etats-Unis et de l'Union des Etats, sous son égide, son bonheur et sa prospérité à venir.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 6 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

S. WROTNOWSKI,

Secrétaire d'Etat.

No. 3.]

RESOLUTION CONJOINTE

Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, ont résolu: Son Excellence le Gouverneur J. Madison Wells est respectueusement invité à faire immédiatement toutes les démarches nécessaires pour recouvrer la statue de George Washington, le Père de notre patrie, statue que les autorités fédérales ont enlevée après la prise de la ville de Bâton-Rouge.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 6 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

S. WROTNOWSKI,

Secrétaire d'Etat.

No. 4.]

JOINT RESOLUTIONS.

Be it resolved by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That we do solemnly protest, in the name of the people of Louisiana, and in the interest of republican government, against the reception by the United States Senate of Messrs. Michael Hahn and R. King Cutler, or either of them, as Senators from this State, upon the ground that they were chosen in flagrant violation of American principles and precedents by a Legislature representing but a small minority of the people, and in which only a fraction of the State of Louisiana had any representation.

Be it further resolved, &c., That this protest be forwarded to the Representatives recently elected by the people to represent this State in Congress, with instructions to lay the same before the Senate of the United States.

Be it further resolved &c., That his Excellency, Governor J. Madison Wells, be requested to forward this protest by telegraph to our said Representatives, in order that the same may be laid before the United States Senate without delay.

DUNCAN S. CAGE,
Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,
Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 6, 1865.

J. MADISON WELLS,
Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,
Secretary of State

No. 5.]

JOINT RESOLUTION

To ratify and confirm certain contracts made by the Governor at the instance of the Board of Levee Commissioners.

Be it resolved by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the General Assembly of the State of Louisiana ratify and confirm the contracts that have been made by the Governor, at the instance of the Board of Levee Commissioners, for the re-building of Levees on the Mississippi river, in the State of Louisiana.

DUNCAN S. CAGE,
Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,
Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 14, 1865.

J. MADISON WELLS,
Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,
Secretary of State.

No. 4.]

RESOLUTION CONJOINTE

Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, ont résolu: Au nom du peuple de la Louisiane et de la cause du Gouvernement républicain, nous protestons solennellement contre l'admission par le Sénat des Etats-Unis, de MM. Michael Hahn et R. King Cutler, ou de l'un d'eux, en qualité de Sénateurs de cet Etat, par la raison qu'ils ont été choisis, en violation flagrante des principes et des traditions américaines, par une Législature composée de Représentants d'une minorité infime du peuple qui, elle-même, ne représentait qu'une fraction de l'Etat de la Louisiane.

Ont résolu de plus, La présente protestation sera envoyée aux Représentants au Congrès, que le peuple de cet Etat vient d'élire, avec requête de la porter à la connaissance du Sénat des Etats-Unis.

Ont résolu de plus, Son Excellence le Gouverneur J. Madison Wells est invité à faire parvenir la présente protestation, par la voie du télégraphe, à nos Représentants, afin que ces derniers la portent immédiatement à la connaissance du Sénat des Etats-Unis.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 6 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 5.]

RESOLUTION CONJOINTE

A l'effet de ratifier et confirmer certains contrats fait par le Gouverneur à la demande du Bureau des Commissaires des Levées.

Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, ont résolu: L'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane déclare par les présentes ratifier et confirmer les contrats que le Gouverneur, à la demande des commissaires des levées, a faits dans le but de reconstruire les levées sur le Mississipi, dans l'Etat de la Louisiane.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 14 Décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 6.]

JOINT RESOLUTIONS.

An act to authorize the Recorders of the different parishes in the State of Louisiana to appoint Deputies, and to define their powers.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the Recorders of the different parishes in the State of Louisiana shall have the right to appoint one Deputy, for whose acts the said Recorders and their sureties shall be responsible.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That the said Deputies shall take the oath which the law prescribes in such cases, before entering upon the duties of their office.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That the said Deputies be, and they are hereby empowered to transact all the business which the Recorders may have to attend to in their capacity of Recorders and ex-officio Notaries Public.

SEC. 4. Be it further enacted, &c., That the Recorders, when making their appointments of Deputies, shall obtain in writing the consent of their sureties on their bonds to said appointments, extending their liabilities to the acts of their Deputies, which said written consent shall be deposited with the Clerks of the District Courts of their respective parishes, and certified copies thereof forwarded to the Auditor of Public Accounts.

SEC. 5. Be it further enacted, &c., That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 15, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 7.]

JOINT RESOLUTION

Relative to the election of the Honorable Randell Hunt and the Honorable Henry Boyce as Senators from the State of Louisiana to the Senate of the United States.

Be it resolved by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That copies of the proceedings of the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in joint session convened, declaring the Honorable Randell Hunt and the Honorable Henry Boyce duly elected United States Senators for the State of Louisiana—the Honorable Randell Hunt for the term of six years, beginning on the 4th day of March, 1865, and the Honorable Henry Boyce for the term of six years, beginning on the 4th day of March, 1861—signed by the President of the Senate and the Speaker of the House of Representatives, to

No. 6.]

ACTE

Autorisant les Recorders des différentes paroisses de l'Etat de la Louisiane, à nommer des députés et définissant leurs pouvoirs.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Les recorders des différentes paroisses de l'Etat de la Louisiane auront le droit de nommer un ou plusieurs députés. Les recorders et leurs cautions seront responsables des actes de ces députés. Recorders autorisés à nommer un député.

SEC. 2. Décrètent de plus, Ces députés prêteront, avant d'entrer en fonctions, le serment que la loi prescrit en pareils cas. Serment d'office

SEC. 3. Décrètent de plus, Ces députés sont et demeurent parés et présents autorisés à faire tous actes que le recorder peut être appelé à faire en sa capacité de recorder et de notaire d'office. Pouvoirs des députés.

SEC. 4. Décrètent de plus, Lorsque les recorders feront les nominations des députés, ils devront obtenir le consentement écrit de leurs cautions à ces nominations, et celles-ci s'engageront en même temps à couvrir de leur responsabilité les actes de ces députés; le dit consentement écrit sera déposé dans le bureau des greffiers des cours de district des paroisses respectives des recorders, et copies certifiées conformes seront transmises à l'Auditeur des comptes publics. Devoirs des Recorders.

Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à dater de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 15 Décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 7.]

RESOLUTION CONJOINTE

Relative à l'élection de l'Hon. Randall Hunt et de l'Hon. Henry Boyce, Sénateurs de l'Etat de la Louisiane au Congrès des Etats-Unis.

Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Des exemplaires des travaux du Sénat et de la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en session conjointe, déclarant l'Hon. Randall Hunt et l'Hon. Henry Boyce, dûment élus Sénateurs des Etats-Unis pour l'Etat de la Louisiane, le premier pour le terme de six ans, à compter du 4 Mars 1865, et le second pour celui de six ans, à compter du 4 Mars 1861, seront remis aux susdits Sénateurs, re-

incurred by his Excellency, J. Madison Wells, Governor of the State of Louisiana, in fitting up the Mechanics' Institute for the use of the General Assembly, the said amount to be paid on the warrant of the Auditor of Public Accounts, to the following persons, and as follows:

C. W. Grandjean, two thousand three hundred and twenty-seven dollars and eighteen cents.....	\$2,327 18
Allen Hill, two thousand and seventy-six dollars and fifty cents.....	2,076 50
A. Brosseau & Co., one thousand six hundred and thirty-nine dollars and ninety-two cents.....	1,639 92
Selby & Donlan, two hundred and eighty-four dollars and thirty-five cents.....	284 35
J. P. Coulon, three hundred and seventy-one dollars and sixty-five cents.....	371 65
P. Ward, one hundred dollars.....	100 00
John Gauche, twenty dollars and fifty cents.....	20 50
Sampson & Kean, thirty dollars.....	30 00
G. W. R. Bailey, two hundred dollars.....	200 00
Total.....	\$7,050 10

Sec. 2. Be it enacted, &c., That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,
Speaker of the House of Representatives.
ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.
Approved December 18, 1865.

J. MADISON WELLS,
Governor of the State of Louisiana.

A true copy:
J. H. HARDY,
Secretary of State.

No. 10.]

AN ACT

To prohibit the carrying of fire-arms on premises or plantations of any citizen, without the consent of the owner.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That it shall not be lawful for any person or persons to carry fire-arms on the premises or plantations of any citizen, without the consent of the owner or proprietor, other than in lawful discharge of a civil or military order; and any person or persons so offending shall be fined a sum not less than one dollar nor more than ten dollars, or imprisoned not less than one day nor more than ten days in the parish jail, or both, at the discretion of any court of competent jurisdiction.

Penalty.

préparer, pour l'usage de l'Assemblée Générale, les salles de l'Institut des Artisans. Le susdit montant sera payé sur le mandat de l'Auditeur des Comptes Publics, aux personnes ci-après désignées, ainsi que suit :

C. W. Grandjean, deux mille trois cent vingt-sept piastres et dix-huit cents.....	\$2,327 18
Allen Hill, deux mille soixante-seize piastres et cinquante cents.....	2,076 50
A. Brousseau & Cie., mille six cent trente-neuf piastres et quatre-vingt-douze cents.....	1,639 92
Selby & Donlaw, deux cent quatrevingt-quatre piastres et trente-cinq cents.....	284 35
J. P. Coulon, trois cent soixante-onze piastres et soixante-cinq cents.....	371 65
P. Ward, cent piastres.....	100 00
John Gauche, vingt piastres et cinquante cents.....	20 50
Sampson & Keen, trente piastres.....	30 00
G. W. R. Bailey, deux cents piastres.....	200 00
Total.....	\$7,050 10

SEC. 2. Décrètent de plus: Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
ALBERT VOORHIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 18 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,
Secrétaire d'Etat.

No. 10.]

ACTE

Défendant le port d'armes à feu dans le domaine ou l'habitation de tout citoyen sans le consentement du propriétaire.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: La loi défend à toute personne de porter des armes à feu dans le domaine ou l'habitation de tout citoyen, sans le consentement du propriétaire, excepté dans l'accomplissement légitime d'un ordre civil ou militaire; toute contravention à cette loi sera punie d'une amende d'au moins une piastre et de dix au plus, ou d'un emprisonnement d'un jour au moins, et qui n'en excédera pas dix, dans la prison de paroisse; les deux peines pourront être infligées à la fois, à la discrétion de toute cour de juridiction compétente.

Peine contre le
port illégal d'ar-
mes à feu.

Repealing
clause.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That all laws, or parts of laws, to the contrary notwithstanding, be and the same are hereby repealed.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 20, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 11.]

AN ACT

To Prevent Trespassing.

Persons offend-
ing against this
Act, before
whom tried.

Fine.

Repealing
clause.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That whosoever shall enter upon any plantation without the permission of the owner or agent, shall be deemed guilty of a misdemeanor, and shall be liable to be arrested and brought before any court of competent jurisdiction, and upon proof of the fact shall be fined in a sum not exceeding one hundred dollars, or imprisoned for a term not exceeding one month, and may, moreover, be required to give bond for good behavior during six months.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That all laws, or parts of laws, contrary to the provisions of this act, be and the same are hereby repealed.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 20, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 12.]

AN ACT

To amend and re-enact the one hundred and twenty-first section of an act entitled "An Act relative to crimes and offences," approved March 14, 1855.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana in General Assembly convened, That

SEC. 2. Décrètent de plus: Toutes lois ou dispositions contraires à cet acte, sont et demeurent abrogées par les présentes. Clause d'abrogation.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 20 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 11.]

ACTE

Empêchant la violation du droit de propriété.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Quiconque entrera dans une habitation sans le consentement du propriétaire ou de son agent, sera considéré coupable d'un délit, et sera sujet à être arrêté et traduit devant toute cour de juridiction compétente; la preuve du fait susdit entraînera une condamnation à une amende qui n'excèdera pas cent piastres, ou à un emprisonnement qui ne durera pas plus d'un mois, et l'on pourra de plus exiger du coupable un cautionnement qui répondra de sa bonne conduite pendant six mois. Devant quel juge sera traduite toute personne contrevenant au présent acte.

SEC. 2. Décrètent de plus: Toutes lois ou dispositions à ce contraires, sont par le présent abrogées. Amende. Clause d'abrogation.

SEC. 3. Décrètent de plus: Cet acte sortira son effet à compter de son adoption. Mise à effet.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 20 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 12.]

ACTE

Amendant et réédicant la cent vingt-et-unième section de l'acte intitulé: "Acte relatif aux Crimes et Délits," approuvé le 14 mars 1855.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent:

the one hundred and twenty-first section of an act entitled "an act relative to crimes and offences," approved March 14, 1855, which reads as follows, to-wit:

It shall be the duty of any sheriff, constable, policeman, or other peace officer, whenever required by any person to carry such vagrant before a justice of the peace of any parish, or before any one of the recorders of the city in which he shall be, for the purpose of examination; and if the justice, or other officer, be satisfied by the confession of the offender, or by competent testimony, that he is a vagrant within the description aforesaid, he shall make a certificate of the same, which shall be filed with the clerk of the court of the parish, and in the city of New Orleans the certificate shall be filed in the office of one of the recorders; and the justice or other officer shall issue a warrant to commit such vagrant, if in the city of New Orleans, to the workhouse of the city, for any time not exceeding six months, there to be kept at hard labor; or if such vagrant be a proper object of charity, to some place of refuge, to be provided by the Common Council of the city; and if in any of the parishes, to the parish jail for not more than six months; and if such vagrant be a proper object of charity, to such place of refuge as shall be provided by the parochial authorities,

Shall be amended and re-enacted so as to read as follows:

That upon complaint made on oath before a justice of the peace, mayor, or judge of the district court, or other proper officer, that any person is a vagrant within the description aforesaid, it shall be the duty of such justice, judge, mayor, or other officer, to issue his warrant to any sheriff, constable, policeman, or other peace officer, commanding him to arrest the party accused and bring him before such justice of the peace or other officer; and if the justice or other officer be satisfied by the confession of the offender, or by competent testimony, that he is a vagrant within the said description, he shall make a certificate of the same, which shall be filed with the clerk of the court of the parish, and in the city of New Orleans the certificate shall be filed in the office of one of the recorders; and the said justice or other officer shall require the party accused to enter into bond, payable to the Governor of Louisiana, or his successors in office, in such sums as said justice or other officer shall prescribe, with security to be approved by said officer, for his good behavior and future industry, for the period of one year; and upon his failing or refusing to give such bond and security, the justice or other officer shall issue his warrant to the sheriff or other officer, directing him to detain and to hire out such vagrant for a period not exceeding twelve months, or to cause him to labor on the public works, roads and levees, under such regulations as shall be made by the municipal authorities; Provided, That if the accused be a person who has abandoned his employer, before his contract expired, the preference shall be given to such employer of hiring the accused; and provided further, that in the city of New Orleans the accused may be committed to the workhouse for a time not exceeding six months, there to be kept at hard labor, or to be made to labor on the public works, roads or levees. The proceeds of hire in the cases herein provided for, to be paid into the parish treasury for the benefit of paupers; and provided further, that the

Judges to issue their warrant to Sheriff, etc.

Vagrants to furnish bond for good behavior.

To be detained or hired out for not more than twelve months.

Proviso.

Vagrants in New Orleans.

Proceeds to be paid into the parish treasury.

Est abrogée la cent vingt-et-unième section d'un acte relatif aux crimes et délits, approuvé le 14 mars 1855, dont suit la teneur :

“Tout shérif, constable, officier de police ou autre gardien de la paix publique, devra, chaque fois qu'il en sera requis, traduire devant le juge de paix de toute paroisse ou recorder de la ville en laquelle il se trouve, l'individu accusé de vagabondage, dans le but de procéder à son interrogatoire, et si le juge ou officier de paix le trouve, soit en raison de ses aveux ou des preuves à charge, coupable du délit de vagabondage, d'après la définition du présent acte, il en dressera un certificat que l'on enregistrera au greffe de la Cour de District, dans les paroisses, et à la Nouvelle-Orléans, au bureau de l'un des Recorders; puis il lancera un mandat d'emprisonnement, renfermant le susdit contrevenant, selon le cas, soit dans la maison de travail de la Nouvelle-Orléans, soit dans la geôle de paroisse, dans les campagnes, pour l'espace de six mois au maximum: si le contrevenant est jugé digne de charité, il sera, dans ce cas, envoyé dans une maison de refuge que le conseil municipal de la Nouvelle-Orléans et les autorités des paroisses à la campagne établiront à cet effet, chacun dans leur juridiction respective.”

La susdite section 121 est amendée et rééditée dans la teneur suivante :

Sur toute plainte, sous serment, portée devant un juge de District, juge de paix, maire ou autre officier compétent, accusant quelqu'un du délit de vagabondage, d'après la définition qui en est donnée ci-dessus, les officiers devront adresser au shérif, constable ou autre gardien de la paix publique, leur mandat, ordonnant l'arrestation et la comparution, par devant eux, de l'inculpé: s'ils le trouvent, en raison de ses aveux ou des preuves convenables, coupable du délit de vagabondage, suivant les termes du présent acte, ils feront un certificat du fait que l'on enregistrera au greffe de la cour de paroisse, à la campagne, et à la Nouvelle-Orléans, au bureau de l'un des Recorders; le contrevenant devra fournir un cautionnement, payable à l'ordre du Gouverneur de la Louisiane ou de ses successeurs, s'élevant à une somme que le juge désignera, avec garants qu'il reconnaîtra solvables, répondant de sa bonne conduite à venir pendant l'espace d'une année; dans le cas où le contrevenant refuserait ou serait incapable de fournir ce cautionnement et les garants nécessaires, le juge devra adresser au shérif ou autre officier l'ordre de conserver sous sa garde le délinquant, et de louer ses services pendant une période de douze mois au maximum, ou bien de l'employer aux travaux publics, aux routes et levées, conformément aux réglemens que les autorités municipales établiront; il est bien entendu, néanmoins, que dans le cas où l'inculpé aurait abandonné son patron avant l'expiration de son engagement, ledit patron aurait droit, par préférence, à la location du coupable; bien entendu de plus, qu'à la Nouvelle-Orléans, le délinquant pourra être enfermé à la maison de travail pendant six mois au maximum, pour y être tenu au travail forcé ou employé aux travaux publics, routes et levées; le revenu provenant des locations, dans les cas ci prévus, sera versé au Trésor de la paroisse pour le bénéfice des indigents; il est entendu de plus, que toute personne louant les services de tout tel

Juges
adresseront
leurs mandats
aux shérifs.

Vagabonds four-
niront caution.

Seront enfermés
ou loués
pendant
douze mois.

Vagabonds à la
Nlle-Orléans.

Revenus versés
au Trésor de
paroisse.

Duty of persons hiring vagrants: person hiring such vagrant shall be compelled to furnish such clothing, food and medical attention as they furnish their other laborers.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 20, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 13.]

AN ACT

To amend an act entitled "An Act relative to judicial and other sales made at public auction," approved March 12, 1855.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That section ninth of the act relative to judicial and other sales made at public auction, approved March 12, 1855, be and the same is hereby amended and re-enacted so as to read as follows: That all sales of property of succession, of property belonging to minors, or in which minors are interested, of property of interdicted persons and property surrendered, made pursuant to an order or decree of any court of this State, may be made either by the sheriff or by an auctioneer of the parish or city in which such sale is to be made, or by the representatives of successions, by tutors of minors, by curators of interdicted persons, or by syndics of insolvents, as the case may be: and it shall be the duty of the court ordering the sale to direct that the same be made by the sheriff, or by such auctioneer as shall be selected by the parties, or by representatives of the succession, the tutors of the minors, the curator of interdicted persons, and the syndic of the insolvent, as the case may be.

Sales by whom made.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 20, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

vagabond, devra lui fournir tels vêtements, vivres et services médicaux que les autres travailleurs reçoivent. Devoirs des locateurs de vagabonds.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 20 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 13.]

ACTE

A l'effet d'amender un acte intitulé "Acte relatif aux ventes judiciaires et autres, faites par la voie d'encan public," approuvé le 12 mars 1855.

Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: La section 9 de l'acte No. 104, approuvé le 12 mars 1855, relatif aux ventes faites par la voie d'encan public, est et demeure par le présent amendée et décrétee de nouveau, dans la teneur suivante:

Toute vente de propriété dépendant d'une succession appartenant à des mineurs ou dans laquelle des mineurs ont un intérêt, de propriété appartenant à des interdits ou dont cession a été faite, quand elle aura lieu en vertu d'un ordre ou décret des cours de cet Etat, pourra se faire par le ministère du shérif ou d'un encanteur de la paroisse ou ville dans laquelle cette dite vente doit se faire, des représentants des successions, des tuteurs de mineurs, des curateurs aux personnes interdites et des syndics des faillites, suivant les circonstances, le juge ordonnant la vente devra en charger le shérif ou l'encanteur, que les parties auront désignées, ou le tuteur, syndic ou représentant de la succession, suivant les circonstances du fait.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 20 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 14.]

AN ACT

Authorizing the construction of a railroad, canal and bridge by the "American Rock Salt Company," connecting the salt mines in the Parish of St. Mary with points affording easy navigation, with cession of State lands for the location of the same.

Company
authorized to
construct a
railroad.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the "American Rock Salt Company" are hereby authorized to construct, maintain and work a railroad from the island known as "Petite Anse" to the town of New Iberia, or to Franklin, or to some point on Bayou Têche intervening between those towns, and extend the same to "Grand Lake;" and also to construct a bridge across said bayou, but in such manner as not to interrupt navigation.

authorized to
construct a
canal.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That said company are also authorized to open, construct, maintain and work a steamboat canal of as much as four feet in depth, from their salt property on the island of "Petite Anse" to "Vermillion Bay," by the most direct and practicable route, along and through such bayous as may be deemed expedient; the State ceding to said company the right of way over any land belonging to the State, and granting the land for one hundred feet on each side of said canal; and also as much as may be needed for the erection of such warehouses and piers as may be necessary for handling, storing and transporting salt and other commodities.

Cession of land
by the State.

Canal to be
open to all sorts
of vessels.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That said canal shall be open and free to the use of all persons to navigate the same with boats and vessels, under the same rules and regulations that may be prescribed by said company for their own boats and vessels, by paying to the company a toll of not more than fifty cents per ton on the tonnage of such boats or vessels.

Toll not to be
more than fifty
cents per ton.

SEC. 4. Be it further enacted, &c., That this act shall take effect and be in force from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 20, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 15.]

AN ACT

To compel persons residing in the vicinity of Port Hudson, east of the Mississippi river, to keep their horses, mules, neat cattle and other live stock within enclosures.

Preamble.

WHEREAS, The fencing that formerly enclosed the plantations in the neighborhood of Port Hudson has been destroyed by the armies encamped there during the late war; and

No. 14.]

ACTE

Autorisant la Compagnie Américaine de Sel Gemme à construire un chemin de fer, un canal et un pont, reliant les mines de sel de la paroisse Ste-Marie avec des points offrant des facilités de navigation sur la concession des terres d'Etat où ils se trouvent.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: La Compagnie Américaine de Sel Gemme est autorisée par le présent à construire, entretenir et exploiter un chemin de fer partant du point connu comme "la Petite Anse" et aboutissant à la ville de la Nouvelle-Ibérie, de Franklin ou à quelque autre point sur le Bayou Têche, situé entre ces deux villes; cette compagnie pourra étendre ce chemin jusqu'au Grand Lac, et construire aussi un pont sur le susdit bayou, de façon néanmoins à ne pas intercepter la navigation.

Compagnie autorisée à construire un chemin de fer.

SEC. 2. Décrètent de plus, Cette compagnie est autorisée à creuser, construire, entretenir et exploiter un canal navigable pour les bateaux à vapeur, ayant une profondeur de quatre pieds, et s'étendant depuis les mines de sel de la Petite Anse jusqu'à la baie de Vermillion, en suivant la direction la plus directe et la plus commode, soit à travers les bayous, soit le long de leurs rives, suivant que cette compagnie le jugera convenable.

Droit de faire un canal.

L'Etat entend par les présentes, céder à cette dite compagnie le droit de passage sur toute terre qui lui appartient, et lui concéder cent pieds de terre sur chaque côté dudit canal, ainsi que toute quantité nécessaire pour l'érection des débarcadères et quais pour emmagasiner et transporter le sel et autres marchandises.

SEC. 3. Décrètent de plus, Toute personne aura le droit de faire passer librement dans ce dit canal, ses bateaux ou navires, sous la réserve de se conformer aux réglemens que cette compagnie établira pour ses propres bateaux, et avec obligation de payer à la compagnie une rétribution n'excédant pas cinquante cents par tonneau.

Canal ouvert à toute espèce de bateaux. Droit n'excédant point 50 sous.

SEC. 4. Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 20 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 15.]

ACTE

A l'effet d'obliger toutes personnes demeurant dans le voisinage de Port Hudson, à l'est du Mississipi, à tenir dans des enclos leurs chevaux, mulets, bêtes à cornes et autres bestiaux.

Attendu que les barrières qui autrefois renfermaient les habitations dans le voisinage de Port Hudson ont été détruites par les armées qui y ont campé pendant la dernière guerre; attendu que les

Préambulé.

WHEREAS, The owners of said plantations, many of whom are preparing to cultivate the same, will not be able to enclose them in time for that purpose;

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That no horses, mules, neat cattle, or other live stock of a nature to injure crops of cotton, sugar cane, corn, or other object of agricultural production, shall be permitted, east of the Mississippi river, to run at large within five miles of the fortifications at Port Hudson, distance to be computed from the nearest point of said fortifications to any other point within the radius contemplated.

Cattle not allowed to run at large.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That persons having live stock of any or all of the kinds enumerated, within the limits mentioned, shall keep the same within enclosures, under a penalty of ten dollars for each and every animal found outside the same. Said penalty recoverable by writ before any justice of the peace of the ward in which the party delinquent may reside.

Persons to keep their stock within enclosures. Penalty, How recoverable

When to take effect and for what time.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That this act shall be in force from and after its passage, and shall have effect until the close of the year one thousand eight hundred and sixty-seven.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 20, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 16.]

AN ACT

To provide for the punishment of persons for tampering with, persuading or enticing away, harboring, feeding or secreting laborers, servants or apprentices.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That any one who shall persuade or entice away, feed, harbor or secrete any person who leaves his or her employer, with whom she or he has contracted, or is assigned to live, or any apprentice who is bound as an apprentice, without the permission of his or her employer, said person or persons so offending shall be liable for damages to the employer, and also upon conviction thereof shall be subject to pay a fine of not more than five hundred dollars, nor less than ten dollars, or imprisoned in the parish jail for not more than twelve months, nor less than ten days, or both, at the discretion of the court.

Persons liable for damages and subject to fine.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That it shall be the duty of the judges of this State to give this act especially in charge to the grand juries at each jury term of their respective courts.

Duty of Judges.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That all laws or parts of laws

propriétaires de ces terres, dont beaucoup se préparaient à les mettre en culture, seront dans l'impossibilité de les clôre à cet effet, en conséquence:

Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent:

SECTION 1. Les chevaux, mulets, bêtes à cornes, ou autres bestiaux nuisibles aux récoltes de coton, canne à sucre, maïs, ou autres produits agricoles, n'auront point libre parcours dans un rayon de cinq milles, qui s'étendra des fortifications de Port Hudson à tous points de la circonférence du dit rayon, à l'est du Mississipi.

SEC. 2. Décrètent de plus, Toute personne possédant dans les limites ci-dessus décrites des bestiaux de l'une ou l'autre classe ci-dessus spécifiée, devra les tenir enfermés, sous peine d'une amende de dix piastres par tête d'animaux trouvés hors des clôtures; cette dite amende sera recouvrable en vertu d'un jugement de tout juge de paix du domicile du contrevenant.

SEC. 3. Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à compter de son adoption, et demeurera en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1867.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 20 décembre 1865.

J. MADISON WELLS.

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 16.]

ACTE

A l'effet de punir toute personne coupable d'embauchage, séduction et récel des travailleurs, domestiques et apprentis.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Toute personne qui embauchera, séduira, fournira des aliments, une retraite aux travailleurs qui abandonnent, sans sa permission, le patron avec lequel ils ont fait un engagement ou auquel leurs services sont assignés, ainsi qu'aux apprentis liés par un contrat d'apprentissage, sera passible de tous dommages envers le susdit patron, et sur conviction du fait, toute dite personne sera punissable d'une amende de cinq cents piastres au maximum et de dix piastres au minimum, ou d'un emprisonnement dans la geôle de paroisse, variant de dix jours à douze mois au plus: le juge pourra, dans sa discrétion, appliquer les deux peines à la fois.

SEC. 2. Décrètent de plus, Les juges de l'Etat devront, à chaque session de leur cour respective, porter à la connaissance du grand jury les dispositions du présent acte.

SEC. 3. Décrètent de plus, Toutes lois ou dispositions con-

Repealing clause conflicting with this act, be, and the same are hereby repealed, and that this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 21, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 17.]

AN ACT

Making an appropriation for the expenses of the State Land Office, for the fiscal year ending the thirty-first of December, 1865.

WHEREAS, No appropriation was made by the last Legislature to pay the necessary expenses of the State Land Office; and

WHEREAS, The Register of the State Land Office was appointed on the 13th of July last; therefore

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the following sums be, and they are hereby appropriated for the following purposes:

Salaries.	For salary of the Register of the Land Office, under Act of March 17, 1859, from the 13th of July last to 31st inst., two thousand eight hundred and twelve dollars and seventeen cents.....	\$2,812 17
	For salary of the Clerk of the Land Office, under Act fixing the salary of the Register from the 13th July last to 31st December, 1865, nine hundred and sixteen dollars and sixty-five cents.....	916 65
	For rent of Land Office due Richard Loyd, five months and a half, at twenty dollars per month, one hundred and ten dollars.....	110 00
	For furniture, &c., for the re-organization of the Land Office, to W. and J. McCracken, two hundred and eighty-five dollars.....	285 00
Contingent expenses.	For printing two hundred copies of the Report of the Land Office, to Southern Star, one hundred and fifteen dollars and fifty cents.....	115 50

traires au présent acte sont et demeurent abrogées, et cet acte sortira son effet à compter de son adoption. Clause
d'abrogation.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 21 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 17.]

ACTE

Assignant une allocation pour couvrir les Dépenses du Bureau des Terres de l'Etat pendant l'année fiscale finissant le 31 décembre 1865.

Attendu que la dernière Législature n'a fait aucune allocation de fonds pour solder les dépenses nécessaires du Bureau des terres de l'Etat, et considérant que le registrateur dudit bureau a été nommé le 13 juillet passé, en conséquence:

Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Les fonds suivants sont, par le présent, assignés aux objets ci-après déterminés:

Allocation de
\$6,239,32

Pour le traitement du registrateur du Bureau des terres de l'Etat, conformément à l'acte du 17 mars 1859, à compter du 13 juillet passé jusqu'au 31 décembre de cette année, deux mille huit cent douze piastres et dix-sept sous.....	\$2,812 17
Pour traitement du commis du susdit bureau, conformément à l'acte du 17 mars 1859, déterminant le traitement du registrateur, pendant la période comprise entre le 13 juillet passé et le 31 décembre de cette année, neuf cent seize piastres et quinze sous.....	916 15
Pour location du Bureau des terres, due à Richard Lloyd, cinq mois et quinze jours, à vingt piastres par mois, la somme de cent dix piastres.....	110 00
Pour ameublement et frais de réorganisation du Bureau des terres, payable à W. & T. McCracken, la somme de deux cent quatre-vingt-cinq piastres.....	285 00
Pour impression de deux cents exemplaires du rapport du Bureau des terres, payable au journal "Southern Star," cent quinze piastres et cinquante sous.....	115 50

For blank forms, for receipts, warrants, patents, and additional desks and other articles of furniture needed for the office, two thousand dollars.....	2,000 00
Total amount, six thousand two hundred and thirty-nine dollars and thirty-two cents.....	\$6,239 32

DUNCAN S. CAGE,
Speaker of the House of Representatives.
ALBERT VOORHIES,
Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 21, 1865.

J. MADISON WELLS,
Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,
Secretary of State.

No. 18.]

AN ACT

To authorize the Auditor of Public Accounts to employ an additional Clerk in his office.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the Auditor of Public Accounts be, and he is hereby authorized, to employ an additional Clerk in his office, for one year, at a salary of twelve hundred dollars per annum, and that said sum be, and the same is hereby appropriated to carry said Act into effect.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That this Act take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,
Speaker of the House of Representatives.
ALBERT VOORHIES,
Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 21, 1865.

J. MADISON WELLS,
Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,
Secretary of State.

No 19.]

AN ACT

Relative to apprentices and indentured servants.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That it shall be the duty of Sheriffs, Justices of the Peace and other civil

Pour blancs, récépissés, mandats, patentes, pupitres et autres meubles nécessaires au bureau, deux mille piastres..... 2,000 00

Le tout s'élevant à six mille deux cent trente-neuf piastres et trente-deux sous..... \$6,239 32

DUNCAN S. CAGE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 21 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,
Secrétaire d'Etat.

No. 18.]

ACTE

Autorisant l'Auditeur des Comptes Publics à employer dans son bureau un commis supplémentaire.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: L'Auditeur des comptes publics est, par le présent, autorisé à employer dans son bureau un commis supplémentaire pendant l'espace d'une année; le traitement de ce commis est fixé à douze cents piastres par an, et ladite somme est allouée par les présentes à l'effet de mettre à exécution cette susdite disposition.

SEC. 2. Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 21 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,
Secrétaire d'Etat.

No. 19.]

ACTE

Relatif aux apprentis et aux domestiques engagés par contrats.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Les shérifs, les juges de paix et autres officiers civils de cet Etat devront, le premier lun-

Sheriff, etc., to report to Clerks of Courts lists of orphans or persons unable to provide for themselves.

Duty of Clerks, etc.

Orphans to select their employers.

Indentures made before J. P. and two witnesses valid.

To be recorded.

Employer to pay expenses.

Persons, foreign or native, allowed to bind themselves for five years.

Age, how determined when doubtful.

officers of this State, to report to the Clerks of the District Courts of their respective Parishes, and in the Parish of Orleans (left bank) to the Mayor of the City of New Orleans, and on the right bank to the President of the Police Jury, on the first Monday of each month, for each and every year, all persons under the age of eighteen years, if females, and twenty-one, if males, who are orphans, or whose parent, parents, or tutor, have not the means, or who refuse to provide for and maintain said minors; and, thereupon, it shall be the duty of the Clerks of the District Courts, Mayor and President of the Police Jury aforesaid, to examine whether the party or parties, so reported from time to time, come within the purview and meaning of this Act, and if so, to apprentice said minor or minors, in manner and form as prescribed by the Civil Code of the State of Louisiana; provided, that orphans coming under the provisions of this Act shall be authorized to select said employers when they have arrived at the age of puberty, unless they shall have been previously apprenticed; provided, that any indenture of apprentice or indented servant, made before a Justice of the Peace and two disinterested witnesses, and the original deposited with and recorded by the Recorder of Mortgages for the Parish, in a book provided for that purpose, shall be valid and binding on the parties, and when made by the Clerk, shall be also deposited with the Recorder of Mortgages, and all expenses for passing said acts of indenture shall be paid by the employer.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That persons who have attained the age of majority, whether in this State or any other State of the United States, or in a foreign country, may bind themselves to services to be performed in this country, for the term of five years, on such terms as they may stipulate, as domestic servants and to work on farms, plantations or in manufacturing establishments, which contracts shall be valid and binding on the parties to the same.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That in all cases, when the age of the minor cannot be ascertained by record testimony, the Clerks of the District Courts, Mayor and President of the Police Jury, or Justices of the Peace aforesaid, shall fix the age, according to the best evidence before them.

SEC. 4. Be it further enacted, &c., That all laws or parts of laws conflicting with the provisions of this Act, be, and the same are hereby repealed, and that this Act take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 21, 1865.

J. MADISON WELLS.

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

di de chaque mois tous les ans, faire connaître aux greffiers des cours de district de leurs paroisses respectives, et pour la paroisse d'Orléans, sur la rive droite, au Président du Jury de Police, et sur la rive gauche, au Maire de la ville de la Nouvelle-Orléans, toutes personnes, du sexe féminin, âgées de moins de dix-huit ans, ainsi que toutes personnes mâles âgées de moins de vingt-et-un ans, qui sont orphelins, et dont les parents ou tuteurs refusent ou n'ont pas les moyens de les entretenir; sur quoi, les Greffiers des cours de district, le Maire et le Président du Jury de Police ci-dessus mentionnés, devront examiner si les personnes qui leur auront été désignées de cette manière, se trouvent dans la catégorie des gens que cet acte a pour but de couvrir, et dans le cas où il en serait ainsi, ils devront les mettre en apprentissage conformément aux dispositions du code civil de la Louisiane; bien entendu que les orphelins qui tombent sous le coup du présent acte, s'ils ont atteint l'âge de puberté, auront le droit de choisir leur patron, à moins qu'ils n'aient été antérieurement mis en apprentissage; bien entendu de plus, que tout contrat d'apprentissage ou d'engagement fait pardevant un juge de paix et deux témoins compétents, dont l'original aura été déposé et enregistré par le conservateur des hypothèques de la paroisse, dans un registre spécial, sera bon et valide, et liera toutes les parties; le Greffier de la cour devra de même déposer et enregistrer au bureau du conservateur des hypothèques les contrats qu'il fera; tous les frais des actes d'apprentissage ou d'engagement seront à la charge du patron.

Des shérifs, etc., devoir de remettre aux greffiers une liste des orphelins incapables de pourvoir à leurs besoins.

Devoirs des greffiers.

Droit des orphelins de choisir leurs patrons.

Acte d'apprentissage passé devant un juge de paix et deux témoins valides.

Enregistrement et paiement des frais.

SEC. 2. Décrètent de plus, Toute personne arrivée à l'âge de majorité, soit en cet Etat ou en tout autre des Etats-Unis, soit en pays étrangers, peut engager ses services pour les rendre dans cet Etat pendant cinq années, en capacité de domestique ou travailleur dans les champs, ou dans une manufacture, aux prix et conditions qui seront stipulés; le susdit engagement liera toutes parties y comprises.

Personnes étrangères ou natives autorisées à s'engager pour cinq ans.

SEC. 3. Décrètent de plus, Toutes les fois que l'on ne pourra établir l'âge du mineur par des preuves écrites, les greffiers des cours, les juges de paix, le maire, et le président du jury de police susdits, devront le déterminer à l'aide des meilleures preuves qu'ils pourront se procurer.

Manière de déterminer l'âge des orphelins, en cas de doute.

SEC. 4. Décrètent de plus, Toutes lois ou dispositions à ce contraires sont et demeurent par le présent abrogées, et cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 21 Décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 20.]

AN ACT

To punish in certain cases the employers of Laborers or Apprentice .

Persons employ-
ing laborers
already under
contract, liable
to fine or
imprisonment.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That hereafter any person who shall employ any laborer or apprentice, who is already under contract for service for any period of time to any other person, and before such time of service shall have elapsed, so as to deprive such first employer of the services of such laborer or apprentice, shall be deemed and held guilty of a misdemeanor, and shall, upon conviction thereof, before any court of competent jurisdiction, be punished by a fine of not less than ten nor more than five hundred dollars, for each and every offense, or imprisonment in the parish jail for a period not exceeding thirty days, at the discretion of the court, and shall be liable for damages to the party injured.

Certificate of
discharge.

SEC. 2. Be it further enacted, etc., That any person who shall discharge from his employment any laborer or apprentice, during the term of service agreed upon between such employer and such laborer or apprentice, or at the expiration of such term of service, shall, upon the request of said laborer or apprentice, give to him or her a written certificate of such discharge, and upon refusal to do so, shall be deemed guilty of misdemeanor, and upon conviction thereof, shall be subject to the penalties prescribed in the first section of this act.

Duty of District
Judge.

SEC. 3. Be it further enacted, etc., That it shall be the duty of the Judges of this State to give this act especially in charge to the Grand Juries at each jury term of their respective courts.

SEC. 4. Be it further enacted, etc.. That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 21, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 21.]

AN ACT

Extending the time for bringing up Appeals in certain cases, to the Supreme Court, from the District Courts.

Appeals return-
able to the Su-
preme Court
until first Mon-

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That in all cases in which appeals have been granted, from judgments of the District Courts of this State, the appellant or appel-

No. 20.]

ACTE

Décrétant des peines contre ceux qui emploient des travailleurs et des apprentis en certains cas.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: A l'avenir, toute personne qui emploiera le travailleur ou l'apprenti qui est déjà engagé pour un temps déterminé envers un autre patron, et avant l'expiration de l'engagement, de manière à priver ce dit patron des services du travailleur ou apprenti, sera considérée coupable d'un délit, et sur conviction du fait, pardevant toute cour compétente, sera punie d'une amende de dix piastres au minimum, et de cinq cents au maximum, par chaque contravention de cette nature; le juge pourra, dans sa discrétion, commuer cette peine en un emprisonnement dans la geôle de paroisse de trente jours au plus, et l'inculpé sera responsable de tous dommages envers la partie lésée.

Peines contre ceux qui emploient des travailleurs déjà engagés à d'autres patrons.

SEC. 2. Décrètent de plus, Toute personne qui congédiera de son service un travailleur ou apprenti, soit pendant la durée stipulée dans le contrat, soit après son expiration, devra, sur la demande du susdit engagé, lui délivrer un écrit constatant ce dit congé.

Congé à donner aux travailleurs renvoyés.

Si telle personne refuse de se conformer à cette demande de l'engagé, elle sera passible, sur conviction du fait, des peines prescrites par la première section du présent acte.

SEC. 3. Décrètent de plus, Les juges des cours de district devront, à chaque session de leurs cours respectives, porter spécialement à la connaissance du grand jury, les dispositions du présent acte.

Devoirs des juges des cours de District.

SEC. 4. Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGÉ,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 21 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 21.]

ACTE

Etendant, en certains cas, le délai accordé pour retourner à la Cour Suprême, les appels des jugements des Cours de District.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Dans tous procès où appel des jugements des Cours de District de l'Etat aura été accordé, l'appelant, en vertu du présent acte, aura, jusqu'au

Faculté de re-tourner les

day of March, 1866, lants are hereby granted until the first Monday of March, 1866, to bring up the same.

To what cases applicable. SEC. 2. Be it further enacted, etc., That this act shall apply only to those cases in which appeals have heretofore been granted at any time since the first day of September, 1860, and which have not been brought up; *Provided*, There has been no voluntary execution of the judgment appealed from.

How disposed of SEC. 3. Be it further enacted, etc., That when thus brought up said appeals shall be considered, acted upon and tried in all respects as if regularly brought up according to existing laws.

Repealing clause. SEC. 4. Be it further enacted, etc., That all laws, or parts of laws, inconsistent with the provisions of this act, be and the same are hereby suspended until after the first Monday of March, A. D. 1866.

SEC. 5. Be it further enacted, etc., That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 21, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 22.]

AN ACT

To establish an election precinct in Kennerville, Parish of Jefferson.

Election precinct. SECTION. 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That in addition to the election precincts already established by law in the parish of Jefferson, there be a precinct established for the upper portion of said parish, left bank, in Kennerville; that said precinct shall embrace all of said parish, left bank, from its upper limit to the lower line of the plantation of Beausejour Boisblanc, in said parish, the poll to be opened and held at Kennerville, according to existing laws.

Limits. SEC. 2 Be it further enacted, etc., That the upper limit of the precinct, now known as the Carrollton precinct, shall terminate at the lower line of the plantation of the said Beausejour Boisblanc, on the left bank, in said parish,

Upper boundary

premier lundi de mars mil huit cent soixante-six (1866), la faculté appels des cours de District. de retourner son appel à la Cour Suprême.

SEC. 2. Décrètent de plus, Les dispositions du présent acte ne s'appliqueront qu'aux affaires dans lesquelles il aura été accordé, à toute époque postérieure au premier jour de septembre 1860, un appel qui sera demeuré non retourné: bien entendu de plus, que les Dans quelles affaires. jugements dont appel qui n'auront pas reçu d'exécution volontaire jouiront seuls du bénéfice de cette loi.

SEC. 3. Décrètent de plus, Quand ces susdits appels seront re- Manière d'en disposer. tournés, la cour les jugera et en disposera de la même manière que s'ils avaient suivi le cours régulier des lois existantes sur cette matière.

SEC. 4. Toutes lois ou dispositions contraires au présent acte, n'auront aucun effet jusqu'après le premier lundi de mars mil huit cent soixante-six (1866). Suspension de l'effet des lois contraires.

SEC. 5. Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 21 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 22.]

ACTE

Etablissant à Kennerville, paroisse Jefferson, un arrondissement électoral.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: En Nouvel arrondissement électoral. Les limites. outre des arrondissements électoraux déjà établis par la loi, dans la paroisse Jefferson, il en sera formé un à Kennerville pour la partie supérieure de ladite paroisse, sur la rive gauche du Mississipi; cet arrondissement comprendra toute la partie de cette paroisse, sur la rive gauche, s'étendant depuis la limite supérieure de cette paroisse jusqu'à la ligne inférieure de l'habitation Beauséjour Boisblanc; le vote se donnera et sera reçu à Kennerville, conformément aux lois existantes à cet égard.

SEC. 2. Décrètent de plus, La ligne supérieure de l'arrondissement actuellement connu sous le nom d'arrondissement de Carrollton, s'arrêtera à la ligne inférieure de l'habitation Beauséjour Boisblanc, sur la rive gauche, dans cette paroisse susdite. L'élite supérieure.

SEC. 3. Be it further enacted, etc., That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 21, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 23.]

AN ACT

Amending an act entitled: "An Act supplementary to the acts incorporating the town of Thibodaux, approved May 29, 1846.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the twelfth section of the above recited act be amended and reenacted, so as to read as follows, viz:

uty of the
Mayor.

That the said Mayor shall preside at all meetings of the trustees, sign all by-laws, and see that they are faithfully executed and enforced; but in case of the temporary absence of the said Mayor, not extending to one month, as provided for in the fifteenth section, the said trustees shall be empowered to select from their own body a Mayor *pro tempore*, who shall preside at the meeting of the trustees, and sign all by-laws passed by them.

Power of the
Mayor.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That the Mayor of the town of Thibodaux shall have and exercise within the limits of the town, for the purpose of enforcing the ordinances and police regulations thereof, the power and authority of justice of the peace.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 22, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 24.]

AN ACT

For the relief of E. L. Jewell.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representa-

SEC. 3. Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 21 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 23.]

ACTE

Amendant l'acte supplémentaire aux actes d'incorporation de la ville de Thibodeaux, approuvé le 29 mai 1846.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent : La douzième section de l'acte ci-dessus mentionné est amendée et rééditée dans la teneur suivante:

Ledit maire présidera toutes les réunions du conseil, signera toutes les ordonnances et tiendra la main à leur exécution fidèle; dans le cas où le maire s'absenterait temporairement pour le laps de moins d'un mois, ainsi que le porte la quinzisième section, le conseil choisira dans son sein un président qui remplira par interim les fonctions du maire, et signera toutes les ordonnances faites. Devoirs du Maire.

SEC. 2. Décrètent de plus, Le maire de Thibodeaux sera revêtu, dans les limites de cette ville, à l'effet de mettre à exécution les ordonnances et règlements de police, de l'autorité et pouvoir appartenant aux juges de paix. Autorité du Maire.

SEC. 3. Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 22 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 24.]

ACTE

Venant en aide à E. L. Jewell.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent : La

\$2,398 75 appropriated.

tives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the sum of two thousand three hundred and ninety-eight dollars and seventy-five cents, (\$2,398 75,) be, and is hereby appropriated, out of any money in the Treasury, not otherwise appropriated, for the relief of E. L. Jewell, for printing done by him for the use of the General Assembly, and that the same be paid on the Auditor's warrant.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 22, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. B. HARDY,

Secretary of State.

No. 25.]

AN ACT

Fixing the compensation and providing for the payment of the officers and employees of the General Assembly.

Salary of the Secretary of the Senate and Clerk of the House.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the Secretary of the Senate and Chief Clerk of the House shall each receive the sum of two thousand dollars per annum, payable one-half during the session of the General Assembly, and the other half at the completion of their labor, upon their own warrant on the Auditor of Public Accounts.

Salary of assistants.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That the Assistant Secretary of the Senate and the two Assistant Clerks of the House shall each receive the sum of fifteen hundred dollars per annum, payable one-half during the session of the General Assembly, and one-half at the completion of their labor, upon their own warrant on the Auditor of Public Accounts.

Salary of Sergeants-at-Arms.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That the Sergeant-at-Arms of the Senate and the Sergeant-at-Arms of the House shall receive the sum of fifteen hundred dollars per annum, payable monthly, upon their own warrant on the Auditor of Public Accounts.

Per diem of assistant sergeants-at-arms and others.

SEC. 4. Be it further enacted, &c., That the Assistant Sergeant-at-Arms of the Senate and the Assistant Sergeant-at-Arms of the House, Doorkeepers, Postmasters and Warrant Clerks, shall each receive the sum of eight dollars per diem during the session, except the Warrant Clerk of the House, who shall receive ten dollars per diem. The Chief Enrolling Clerk shall receive the sum of eight dollars per diem during the session; each Enrolling Clerk and Messenger shall receive the sum of six dollars and sixty-six cents per diem, and each Page shall receive the sum of three dollars per diem during the session, payable upon the warrant of the Clerk, approved by the Chairman of the Committee on Contingent Expenses.

SEC. 5. Be it further enacted, &c., That each Translating Clerk

somme de deux mille trois cent quatre-vingt-dix-huit piastres et soixante-quinze cents (\$2,398 75) est et demeure, par le présent, affectée de tous fonds au Trésor dont il n'aura pas été disposé autrement, au paiement d'impressions faites par E. L. Jewell pour l'usage de l'Assemblée Générale; cette somme sera payée sur le mandat de l'Auditeur.

Allocation de
\$2,398,75.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 22 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 25.]

ACTE

Pourvoyant au paiement des officiers et employés de l'Assemblée Générale.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Les appointements du Secrétaire du Sénat et du Greffier en chef de la Chambre sont fixés à deux mille piastres, payables une moitié pendant le cours de la session de l'Assemblée Générale, et l'autre après l'achèvement de leurs travaux, sur leur propre mandat, approuvé par l'Auditeur des comptes publics.

Appointements
du secrétaire du
Sénat; du greffier de la
Chambre.

SEC. 2. Les appointements de l'adjoint du Secrétaire du Sénat et des deux adjoints du Greffier de la Chambre, sont fixés à quinze cents piastres, payables sur leur propre mandat, approuvé par l'Auditeur des comptes publics, une moitié pendant le cours de la session, et l'autre après l'achèvement de leurs travaux.

Appointements
des adjoints.

SEC. 3. Le sergent-d'armes du Sénat et celui de la Chambre, recevront, sur leur propre mandat, approuvé par l'Auditeur des comptes publics, la somme de quinze cents piastres par an chacun, payable par douzième.

Appointements
des sergents
d'armes.

SEC. 4. L'adjoint du sergent-d'armes du Sénat et celui de la Chambre, les portiers, les maîtres de poste et les commis aux mandats, recevront chacun huit piastres par jour pendant la session, excepté cependant le commis aux mandats de la Chambre qui en recevra dix. L'enrôleur en chef recevra huit piastres par jour pendant la session, et chaque enrôleur ainsi que les messagers, auront six piastres et soixante-six sous par jour, et les pages trois piastres, pendant la durée de la session, payables sur le mandat du greffier approuvé par le président du Comité des Dépenses Casuelles.

Appointements
des adjoints, des
sergents
d'armes,
porteurs, commis
aux mandats, enrôleurs,
et pages.

SEC. 5. Décrètent de plus: Chacun des commis traducteurs recevra huit piastres par jour pendant la session, payables sur le mandat du commis payeur, approuvé par le président du Comité des Dépenses Casuelles.

Appointements
des traducteurs.

SEC. 6. Décrètent de plus, Le Comité des Enrôlements pour cha-

Translating
clerks, per diem

shall receive the sum of eight dollars per diem during the session, payable upon the warrant of the Warrant Clerk, approved by the Chairman of the Committee on Contingent Expenses.

Appointment of
enrolling clerks.

SEC. 6. Be it further enacted, &c., That the Committee on Enrolled Bills of each House shall appoint such number of Clerks as may be necessary for the transaction of business, and such Clerks shall receive a per diem of six dollars and sixty-six cents, payable on the warrant of the Secretary of the Senate, or Clerk of the House of Representatives, as the case may be, countersigned by the Chairman of the Committee on Enrolled Bills of the House, wherein such Clerk may be employed. The Secretary of the Senate or Clerk of the House of Representatives shall have exclusive control of the Clerks of their respective Houses, and such Clerks shall be discharged on the report of the Secretary of the Senate, or the Clerk of the House of Representatives, to their respective Houses.

Clerks to be
controlled by
the Secretary of
the Senate and
Clerk of the
House of Repre-
sentatives.

SEC. 7. Be it further enacted, &c., That for the present extra session the Secretary of the Senate and Chief Clerk of the House shall each receive for their services the sum of twelve dollars per diem, payable upon the warrant of the Warrant Clerk, approved by the Chairman of the Committee on Contingent Expenses.

Extra Session.
Pay allowed the
Secretary and
Clerk.

SEC. 8. Be it further enacted, &c., That for the present extra session the Assistant Secretary of the Senate and the Assistant Clerks of the House shall each receive for their services the sum of ten dollars per diem, payable upon the warrant of the Warrant Clerk, approved by the Chairman of the Committee on Contingent Expenses.

Assistants.

SEC. 9. Be it further enacted, &c., That the Sergeant-at-Arms of the Senate and the Sergeant-at-Arms of the House shall each receive the sum of ten dollars per diem for their services, payable as provided for in the preceding section.

Sergeants-at-
Arms.

SEC. 10. Be it further enacted, &c., That all laws, or part of laws, inconsistent with this act, and all laws on the same subject matters, be and the same are hereby repealed.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 22, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 26.]

AN ACT

Changing the day of meeting of the General Assembly.

General Assem-
bly to convene
on the fourth
Monday of Jan-
uary of each
year,

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the General Assembly shall meet annually on the fourth Monday of January.

SEC. 3. Décrètent de plus, Le chef des commis enrôleurs est, par le présent, autorisé à surveiller ce dit travail, et il recevra, en paiement du temps ainsi employé, le *per diem* que la loi lui attribue actuellement.

SEC. 4. Décrètent de plus, La rémunération prescrite sera payée sur le mandat de l'Auditeur des Comptes Publics, après délivrance par le chef des enrôleurs, d'un certificat constatant l'achèvement des travaux.

DUNCAN S. CAGE,
Orateur de la Chambre des Représentants.
ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 22 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,
Secrétaire d'Etat.

No. 31.]

ACTE

Amendant l'acte d'incorporation de l'Institution de Filles du Ouachita, dans la ville de Monroe, paroisse Ouachita.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: La section 2 d'un acte incorporant l'Institution de Filles du Ouachita, dans la ville de Monroe, paroisse Ouachita, et pourvoyant à d'autres fins, approuvé le 13 mars 1837, dont suit sa teneur: "La direction de l'Institution de Filles du Ouachita sera confiée à sept directeurs, quatre desquels formeront un quorum qui, en toutes affaires, représenteront effectivement l'institution; en vertu du présent, ces personnes seront revêtues de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration, direction et maintien d'une institution de filles dans la paroisse Ouachita; ces directeurs seront élus tous les ans à une assemblée générale des actionnaires, tenue le premier lundi d'octobre prochain, après notification du fait, donnée dix jours à l'avance, aux personnes nommées dans la première section du présent acte, qui seront en conséquence appelées à remplir les fonctions de directeurs de cette institution jusqu'à ce que cette élection ait eu lieu; dans le cas de décès, de démission ou de perte de domicile dans la paroisse d'un ou plusieurs membres de la direction, les autres directeurs devront nommer aux places vacantes." Cette dite section est amendée dans les termes suivants:

SEC. 2. Décrètent de plus: La direction de l'Institution de Filles du Ouachita sera confiée à sept directeurs, quatre desquels formeront un quorum qui, en toutes affaires, représenteront effectivement l'institution; en vertu du présent acte ces personnes seront revêtues de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration, direction et

Texte de la section.
Amendement.

Powers of the Board.

When and how elected.

Who are entitled to vote.

who are hereby invested with all such powers as may be necessary and proper for the establishment, support, maintainance, regulation and government of a Female Academy, in the parish of Ouachita; the said trustees shall be elected annually, at a general meeting of the subscribers to said institution, on the first Monday of January, except the first election, under this amended act, which shall take place thirty days from the passage and approval of the same. Every subscriber of twenty dollars or more shall be entitled to a vote, either in person or by proxy, for each twenty dollars he has subscribed, and the legal representatives of subscribers shall have a right to vote.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 22, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State

No. 32.

AN ACT

For the relief of H. Cassidy, of the city of New Orleans.

\$108 appropriated.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the sum of one hundred and eight dollars be, and the same is hereby appropriated out of any money now in the Treasury, not otherwise appropriated, for the relief of H. Cassidy, of New Orleans, to be paid upon the warrant of the Auditor of Public Accounts.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 22, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

S. WROTNOWSKI,

Secretary of State.

maintien d'une institution de filles dans la paroisse Ouachita; ces directeurs seront élus tous les ans à une assemblée générale des actionnaires, tenue le premier lundi de janvier, à l'exception néanmoins de la première élection, qui aura lieu sous l'empire de cet amendement, élection qui ne se fera que trente jours après l'adoption et l'approbation de cet acte. Tout actionnaire de l'institution, pour une somme de vingt piastres ou plus, aura le droit de donner, en personne ou par fondé de pouvoir, autant de votes qu'il aura souscrit d'actions de vingt piastres; les représentants légaux de tout actionnaire auront aussi le droit de vote.

SEC. 3. Décrètent de plus: Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 22 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 32.]

ACTE

Venant en aide à H. Cassidy, de la Nouvelle-Orléans.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Est allouée à H. Cassidy, de tout fonds au trésor non autrement affectés, la somme de cent huit piastres, à lui payable sur le mandat de l'Auditeur des comptes publics.

SEC. 2. Décrètent de plus: Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 22 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 33.]

AN ACT

To exempt from seizure and sale a homestead and other property.

Property
exempt from
seizure and sale.Value of prop-
erty not to exceed
\$2,000.Property liable
for taxes and for
rents.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That in addition to the property and effects now exempt from seizure and sale under execution, one hundred and sixty acres of ground and the buildings and improvements thereon occupied as a residence, and *bona fide* owned by the debtor, having a family or mother, or father, or person or persons dependent on him for support; also one work horse, one wagon or cart, one yoke of oxen, two cows and calves, twenty-five head of hogs or one thousand pounds of bacon, or equivalent in pork, and if a farmer, the necessary quantity of corn and fodder for the current year; *provided*, That the property herein declared to be exempt from seizure and sale, does not exceed in value two thousand dollars, and in case of excess, any sale thereof under execution shall be taken from the lot of ground and buildings herein mentioned, and not from the other property herein mentioned as being exempt from seizure and sale; *and provided further*, That no debtor shall be entitled to the exemption provided for in this section whose wife shall own in her own right, and be in the actual enjoyment of property worth more than one thousand dollars.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That no property shall, by virtue of this act, be exempt from sale for non-payment of taxes or assessments levied pursuant to law, nor for debt contracted for the purchase price of said exempted property, nor for money due for rents, bearing a privilege on said property under existing laws.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That this act shall take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 22, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

S. WROTNOWSKI,

Secretary of State.

No. 34.]

AN ACT

Relative to the State Penitentiary.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That in order to secure to the State some return for the cost of clothing and feeding the large number of convicts now under sentence of

No. 33.]

ACTE

Exemptant de saisie et vente la demeure patrimoniale et d'autres biens.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: En outre des biens et effets actuellement exempts de saisie et vente judiciaires, on comptera, désormais, une terre de cent soixante acres de superficie, y compris les bâtisses et améliorations y tenant, servant de demeure et appartenant légitimement au débiteur ayant une famille, une mère, un père ou autres personnes dont il est le soutien; de plus, un cheval ^{Propriété] exemptée de saisie et vente.} et leurs veaux, vingt-cinq têtes de pourceaux, mille livres de jambon ou leur équivalent en viande de porc; dans le cas où le débiteur serait un fermier, la quantité de maïs et de fourrage nécessaire aux besoins de l'année courante; bien entendu, que les biens ci-dessus déclarés insaisissables ne vaudront pas plus de deux mille piastres, et s'ils valaient davantage la portion saisissable serait prise sur la terre et les bâtisses ci-dessus mentionnées et non des autres biens et effets que le présent acte exempte de saisie.

Il est bien entendu de plus, que nul débiteur ne jouira du bénéfice de la présente section si sa femme possède en propre des biens évalués à plus de mille piastres et en jouit actuellement.

Sec. 2. Décrètent de plus: Aucune propriété ne sera exempte de saisie et vente, sous l'empire de cet acte, dans le cas où il s'agit de ^{Choses exceptées.} paiement de taxes prélevées conformément aux lois, ou du prix d'acquisition de cette dite propriété, ou de loyers emportant privilège d'après les lois existantes.

Sec. 3. Décrètent de plus: Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 22 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 34.]

ACTE

Relatif au Pénitencier de l'Etat.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Afin d'assurer à l'Etat quelque retour pour les dépenses de nourriture et d'habillement des condamnés actuellement emprisonnés en exé-

the courts for high crimes, and in order that their labor may be made useful to the State, the Governor be and is hereby empowered to have said prisoners removed to the State Penitentiary, at Baton Rouge, there to be confined and controlled as hereinafter provided in this act.

Board to be appointed.
 SEC. 2. Be it further enacted, &c., That the Governor be authorized to appoint, by and with the advice and consent of the Senate, for the term of two years, for the general supervision of said Penitentiary, five competent citizens, residing in the vicinity of the prison, to be styled: "The Board of Control of the Louisiana Penitentiary," who shall have direction and complete control in the management of the same.

To meet twice a month.
 Compensation to each member \$250.
 SEC. 3. Be it further enacted, &c., That the members of said Board of Control shall meet at least twice in each month at the office of the Penitentiary, and hold their sessions from day to day until all the business connected with the prison be disposed of. Each member of the Board, for his services, shall receive as full compensation the sum of two hundred and fifty dollars per annum, to be drawn semi-annually on the warrant of the President of the Board.

President and other officers to be selected by the Board.
 SEC. 4. Be it further enacted, &c., That the Board of Control, independent of selecting its own President, shall have the right to select a chief warden, a physician, a clerk, a captain of the guard, and such other subordinates as may be absolutely necessary to maintain order among the prisoners and guarantee their safe keeping.

Duty of the Clerk.
 SEC. 5. Be it further enacted, &c., That it shall be the duty of the clerk to keep accurate accounts of all moneys received and expended, of the provisions and clothing furnished the prisoners, the cost of the same, and report quarterly to the Board of Control; and it shall be the duty of the latter to transmit the same, with their report, annually, to the Governor at least ten days before the meeting of the General Assembly. For his services, the clerk shall receive a salary to be fixed by the Board of Control, to be drawn quarterly on the warrant of the President of the Board. The compensation of the chief warden, the physician, the officer over the guard, and the police necessary to perform the duty of guarding the prisoners, shall be fixed by the Board, and the sums paid as provided for in the case of the clerk; *provided*, that the salaries so fixed by the Board shall first be transmitted to the Governor for his approval.

Salaries, how fixed.
 SEC. 6. Be it further enacted, &c., That immediately after the appointment of the Board of Control, the Governor shall direct them at once to prepare the Penitentiary for the reception of all prisoners now under sentence in the State for penitentiary offenses, and that when the building is so prepared they immediately inform the Governor, who shall then direct all sheriffs to forward convicts in their charge to the State prison for confinement.

Transfer of prisoners.
 Treatment of prisoners.
 SEC. 7. Be it further enacted, &c., That it shall be the duty of the Board of Control to see that the prisoners have good and wholesome food, comfortable clothing and medical attendance; they are to provide rules and regulations for the enforcement of strict discipline, but in no instance to allow unnatural or brutal punishment. Prisoners shall be made to labor from sunrise to sunset throughout

cution de jugements, les trouvant coupables de grands crimes, et afin que leur travail tourne au profit de l'Etat, le gouverneur devra faire transporter ces prisonniers au pénitencier de l'Etat, à Bâton-Rouge, pour y être enfermés et traités conformément aux prescriptions ci-après déterminées dans cet acte.

SEC. 2. Décrètent de plus, Le gouverneur, de l'avis et du consentement du Sénat, nommera, pour deux années, cinq citoyens capables résidant dans le voisinage de la prison, qui formeront un bureau nommé: "Contrôle du Pénitencier de la Louisiane," auquel sera dévolu la direction pleine et entière et le contrôle absolu de l'administration de cette institution.

SEC. 3. Décrètent de plus, Les membres du bureau de contrôle se réuniront, au moins deux fois par mois, dans le bureau du Pénitencier; ils siégeront jour après jour jusqu'à ce qu'ils aient disposé de toutes les affaires concernant la prison. En paiement de ses services, chaque membre recevra une somme de deux cent cinquante piastres par an, payable semi-annuellement sur le mandat du président du bureau.

SEC. 4. Décrètent de plus, Ce bureau nommera, outre son président, le gardien en chef, un médecin, un greffier, un capitaine de la garde et tels autres employés subalternes qui seront nécessaires pour maintenir l'ordre parmi les prisonniers et assurer leur sauvegarde.

SEC. 5. Décrètent de plus, Le greffier devra tenir des comptes exacts de toutes sommes reçues et dépensées, des provisions et vêtements fournis, avec le prix d'achat; il présentera tous les trois mois, au bureau du contrôle, un rapport que ce dernier adressera avec son rapport annuel, au moins dix jours avant l'ouverture de l'Assemblée Générale, au gouverneur de l'Etat. Le Bureau de contrôle fixera les appointements du greffier, lesquels seront payés tous les trimestres, sur le mandat du président; il réglera de même les appointements du gardien en chef, du médecin, du capitaine de la garde et des employés nécessaires pour la police des prisonniers; le montant des appointements desdits employés sera payé de la manière prescrite pour ceux du greffier; bien entendu que ces appointements devront être soumis, avant d'être payés, à l'approbation du gouverneur.

SEC. 6. Décrètent de plus, Aussitôt après la nomination des membres du Bureau de contrôle, le Gouverneur les invitera à préparer le local du pénitencier pour la réception de tous les prisonniers actuellement détenus en vertu de condamnations criminelles, et, sur l'avis de ce fait, le Gouverneur ordonnera à tous les shérifs de transférer à la prison d'Etat tous les prisonniers confiés à leur garde.

SEC. 7. Décrètent de plus, Le Bureau de contrôle devra voir à ce que les prisonniers reçoivent une bonne nourriture, saine, des vêtements confortables et les soins médicaux nécessaires; il fera des règlements à l'effet de maintenir une stricte discipline, mais il ne permettra jamais des punitions contre nature — ou brutales.

Les détenus travailleront du soleil levant au soleil couchant pen-

the year, and shall be employed exclusively in rebuilding and repairing the prison, the manufacture of brick, such cotton and woolen stuffs as the present machinery can make, such mechanical pursuits as necessary for the use of the prison, and if the Board of Control deem it proper, a tannery may be established and operated within the enclosure.

\$50,000 appropriated.

SEC. 8. Be it further enacted, &c., That the sum of fifty thousand dollars be appropriated out of any moneys in the Treasury not otherwise appropriated, for carrying into effect the provisions of this act, and that the same be paid to the President of the Board of Control on the warrant of the entire Board.

SEC. 9. Be it further enacted, &c., That this act take effect from and after its passage.

SEC. 10. Be it further enacted, &c., That all laws on this subject in conflict with this act be and are hereby repealed.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 22, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

No. 35.]

AN ACT

To authorize the Governor to issue the bonds of the State for the amount of one million of dollars, and to provide for the payment of the same, to defray the expenses of building levees, in accordance with the contracts made by him and the Levee Commissioners appointed for that purpose.

Bonds to be issued.

SECTION 1. Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana, in General Assembly convened, That the Governor of this State is hereby authorized to issue the bonds of the State, to be signed by him, and countersigned by the Secretary of State, and sealed with the seal of the State, in sums as he shall think proper, up to the amount of one million of dollars, payable in twenty years, and bearing interest payable semi-annually at the rate of eight per cent. per annum.

Sale of Bonds.

SEC. 2. Be it further enacted, &c., That the Governor, in conjunction with the Board of Levee Commissioners, shall advertise for thirty days in the official paper and two other papers published in the City of New Orleans, for proposals for the purchase of the bonds issued under the provisions of this Act, and upon the receipt of the bids the Governor and Board of Commissioners shall have the power to accept or reject the same, as they may deem best; provided, that in the event of the bids being under par, and rejected, the Governor and Board of Commissioners shall be and are hereby authorized to pledge said bonds, or any part thereof, to borrow the money necessary to carry out the provisions of this Act, until the Legislature shall otherwise provide or direct.

Proviso.

dant toute l'année; ils seront employés exclusivement à reconstruire et réparer la prison, à faire des briques, telles étoffes de coton ou de laine qu'il est possible de manufacturer avec les machines actuellement à la disposition du pénitencier, et tous métiers utiles aux besoins de l'institution, et si le Bureau le juge convenable, il sera établi dans l'intérieur de la prison une tannerie que l'on exploitera.

SEC. 8. Décrètent de plus, La somme de cinquante mille piastres est, par le présent, allouée de tous fonds au Trésor non autrement affectés, afin de mettre à exécution les dispositions du présent acte, et ce montant sera remis au président sur le mandat de tous les membres du bureau.

Allocation de
\$50,000.

SEC. 9. Décrètent de plus, Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

SEC. 10. Toutes lois ou dispositions contraires au présent, sont et demeurent abrogées.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 22 décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

No. 35.]

ACTE

Autorisant le Gouverneur à émettre les bons de l'Etat pour une somme d'un million de piastres, et pourvoyant au paiement de ces bons, à l'effet de couvrir les frais de construction des levées, résultant des contrats passés par le Gouverneur et les commissaires nommés dans ce but.

SECTION 1. Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale, décrètent: Le Gouverneur de cet Etat est par le présent autorisé à émettre les bons de l'Etat, par lui signés et contresignés par le Secrétaire d'Etat et revêtus du grand sceau; ces bons, pour la somme d'un million de piastres, porteront telle dénomination qu'il conviendra au Gouverneur; ils seront remboursables dans vingt ans et porteront un intérêt de huit pour cent l'an, payables semi-annuellement.

SEC. 2. Décrètent de plus, Le Gouverneur, avec le concours du bureau des commissaires des levées, fera demander pendant trente jours, par avis publics dans le journal officiel et dans d'autres feuilles publiées à la Nouvelle-Orléans, des propositions d'achat des bons émis en vertu du présent acte; et quand ils recevront ces dites propositions le Gouverneur et les commissaires auront droit de décider, dans leur discrétion, de leur acceptation ou de leur rejet; bien entendu que dans le cas où les propositions susdites seraient au-dessous du pair et seraient rejetées, le Gouverneur et les commissaires sont par le présent autorisés à déposer en gage lesdits bons, afin d'emprunter la somme nécessaire pour mettre à exécution les dispositions de cet acte jusqu'au moment où la Législature y pourvoiera et en ordonnera autrement.

Public lands
pledged.

SEC. 3. Be it further enacted, &c., That to secure the payment of the said bonds, and all interest that may accrue thereon, all the proceeds of the sale of the public or swamp lands belonging to the State are hereby pledged.

Purchase of
Bonds.

Power of the
Governor and
Commissioners
to reject bids.

SEC. 4. Be it further enacted, &c., That if during the year the proceeds of the sale of the public or swamp lands, belonging to the State, so pledged for the redemption of said bonds, after reserving an amount sufficient to meet the interest coupons, there should be a surplus, said surplus shall be applied to the purchase, from the lowest bidder, of such bonds issued under this Act; and the Governor and Commissioners, or a majority of them, shall have the right of rejecting all bids demanding more than the face of the bonds, for which purpose public notice shall be given by the Governor, in the official gazette and one other gazette in or out of the State, for sixty days, inviting proposals from bond holders for the sale of the bonds herein described.

SEC. 5. Be it further enacted, &c., That this act take effect from and after its passage.

DUNCAN S. CAGE,

Speaker of the House of Representatives.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved December 22, 1865.

J. MADISON WELLS,

Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

J. H. HARDY,

Secretary of State.

SEC. 3. Décrètent de plus, Afin de garantir le paiement desdits bons et de tous intérêts en provenant, le produit de la vente des terres publiques, appartenant à l'Etat, est par le présent frappé du droit de gage à cet effet.

SEC. 4. Décrètent de plus, Si pendant le cours de l'année le produit de la vente des terres publiques affecté en gage au rachat de ces bons, laissait, après le paiement des intérêts échus un excédant, on l'appliquerait au rachat des bons qui, en vertu des dispositions du présent acte, auraient été livrés au prix le plus inférieur; le Gouverneur et les commissaires, ou majorité d'entre eux, pourront rejeter toute proposition qui offrirait un prix moindre que la valeur nominale des bons; le Gouverneur devra, dans ce but, en donner avis public pendant soixante jours, dans le journal officiel et dans un autre journal publié soit dans l'Etat, soit en dehors, invitant les porteurs des bons ci-décrits à en proposer la vente.

Rachat des
bons.

Pouvoir du
Gouverneur
et des commis-
saires de rejeter
les enchères.

SEC. 5. Décrètent de plus: Cet acte sortira son effet à compter de son adoption.

DUNCAN S. CAGE,

Orateur de la Chambre des Représentants.

ALBERT VOORHIES,

Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 15 Décembre 1865.

J. MADISON WELLS,

Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

J. H. HARDY,

Secrétaire d'Etat.

LIST OF THE ACTS AND RESOLUTIONS
PASSED BY THE GENERAAL ASSEMBLY OF LOUISIANA.
EXTRA SESSION OF 1865.

NUMBER OF ACTS.	TITLES OF ACTS.	DATE OF PROMULGATION.
1.	An Act to provide for the payment of the Members, Officers and contingent expenses of the General Assembly of the State of Louisiana.....	December 11, 1865.
2.	Joint Resolutions relative to Federal Relations.....	December 11, 1865.
3.	Joint Resolution instructing the Governor to institute proceedings for the recovery of the Statue of George Washington.....	December 11, 1865.
4.	Joint Resolutions protesting against the reception of United States Senators.....	December 15, 1865.
5.	Joint Resolution to ratify and confirm certain contracts made by the Governor at the instance of the Board of Levee Commissioners.....	December 15, 1865.
6.	An Act to authorize the Recorders of the different parishes in the State of Louisiana to appoint Deputies, and to define their powers.....	December 20, 1865.
7.	Joint Resolution relative to the election of the Honorable Randell Hunt and the Honorable Henry Boyce as Senators from the State of Louisiana to the Senate of the United States.....	December 20, 1865.
8.	Joint Resolution to request our Representatives in Congress to obtain the restitution of the bonds and securities taken from the State Treasurer.....	December 20, 1865.
9.	An Act appropriating the sum of seven thousand and fifty dollars and ten cents to defray the expenses of fitting up the Mechanics' Institute for the use of the Legislature.....	December 20, 1865.
10.	An Act to prohibit the carrying of fire-arms on premises or plantations of any citizen, without the consent of the owner.....	December 29, 1865.
11.	An Act to prevent Trespassing.....	December 30, 1865.
12.	An Act to amend and reënact the one hundred and twenty-first section of an act entitled: "An Act relative to crimes and offences," approved March 14, 1855.....	December 30, 1865.
13.	An Act to amend an act entitled: "An Act relative to judicial and other sales made at public auction," approved March 12, 1855.....	December 30, 1865.
14.	An Act authorizing the construction of a railroad, canal and bridge by the "American Rock Salt Company," connecting the salt mines in the Parish	

LISTE DES ACTES ET DES RESOLUTIONS

PASSÉS PAR L'ASSEMBLEE GÉNÉRALE DE LA LOUISIANE.

EXTRA SESSION DE 1865.

NUMERO DES ACTES.	TITRE DES ACTES.	DATE DE LA PROMULGATION.
1.	Acte assignant un fonds pour les traitements des membres et officiers de l'Assemblée Générale, et pour l'acquittement de ses dépenses contingentes.	11 décembre 1865.
2.	Résolution Conjointe relative aux Relations Fédérales.	11 décembre 1865.
3.	Résolution Conjointe invitant le Gouverneur à faire immédiatement toutes les démarches nécessaires pour recouvrer la statue de George Washington.	11 décembre 1865.
4.	Résolution Conjointe protestant contre l'admission de deux Sénateurs par le Sénat des Etats-Unis.	15 décembre 1865.
5.	Résolution Conjointe à l'effet de ratifier et confirmer certains contrats faits par le Gouverneur, à la demande du Bureau des Commissaires des Levées.	15 décembre 1865.
6.	Acte autorisant les Recorders des différentes paroisses de l'Etat de la Louisiane à nommer des Députés et définissant leurs pouvoirs.	20 décembre 1865.
7.	Résolution Conjointe relative à l'élection de l'Hon. Randall Hunt et de l'Hon. Henry Boyce, Sénateurs de l'Etat de la Louisiane au Congrès des Etats-Unis.	20 décembre 1865.
8.	Résolution Conjointe pour inviter nos Représentants au Congrès à demander la restitution des bons et cautionnements retirés du Trésor de l'Etat.	20 décembre 1865.
9.	Acte assignant la somme de sept mille cinquante piastres et dix cents au paiement des dépenses faites pour préparer l'Institut des Artisans pour l'usage de la Législature.	20 décembre 1865.
10.	Acte défendant le port d'armes à feu dans le domaine ou l'habitation de tout citoyen sans le consentement du propriétaire.	29 décembre 1865.
11.	Acte empêchant la violation du droit de propriété.	30 décembre 1865.
12.	Acte amendant et réédicant la cent vingt-et-unième section de l'acte intitulé: "Acte relatif aux Crimes et Délits," approuvé le 14 mars 1855.	30 décembre 1865.
13.	Acte à l'effet d'amender un acte intitulé: "Acte relatif aux ventes judiciaires et autres, faites par la voie d'encan public," approuvé le 12 mars 1855.	30 décembre 1865.
14.	Acte autorisant la Compagnie Américaine de Sel Gemme à construire un chemin de fer, un canal et un pont, reliant les mines de sel de la paroisse Ste-Marie avec des points offrant des facilités de navigation	

- of St. Mary with points affording easy navigation, with cession of State lands for the location of the same..... January 1, 1866.
15. An Act to compel persons residing in the vicinity of Port Hudson, east of the Mississippi river, to keep horses, mules, neat cattle and other live stock within enclosures..... January 1, 1866.
16. An Act to provide for the punishment of persons for tampering with, persuading or enticing away, harboring, feeding or secreting laborers, servants or apprentices..... January 1, 1866.
17. An Act making an appropriation for the expenses of the State Land Office, for the fiscal year ending the thirty-first of December, 1865..... January 3, 1866.
18. An Act to authorize the Auditor of Public Accounts to employ an additional Clerk in his office..... January 3, 1866.
19. An Act relative to apprentices and indentured servants..... January 4, 1866.
20. An Act to punish, in certain cases, the employers of Laborers or Apprentices..... January 4, 1866.
21. An Act extending the time for bringing up Appeals in certain cases, to the Supreme Court, from the District Courts..... January 5, 1866.
22. An Act to establish an election precinct in Kennerville, Parish of Jefferson..... January 5, 1866.
23. An Act amending an act entitled: "An Act supplementary to the acts incorporating the town of Thibodeaux," approved May 29, 1846..... January 5, 1866.
24. An Act for the relief of E. L. Jewell..... January 5, 1866.
25. An Act fixing the compensation and providing for the payment of the officers and employees of the General Assembly..... January 6, 1866.
26. An Act changing the day of meeting of the General Assembly..... January 6, 1866.
27. Joint Resolution appropriating the sum of \$11,750 for the relief of Charitable Institutions..... January 8, 1866.
28. Joint Resolution directing the State Engineer to make a survey and examination of the Canal Shell Road, and other works belonging to the Canal and Banking Company..... January 8, 1866.
29. Joint Resolution granting certain powers to the Joint Committee on Railroads..... January 8, 1866.
30. Joint Resolution allowing to translating clerks further time to complete work..... January 10, 1866.
31. An Act to amend an act entitled: "An Act to incorporate the Ouachita Female Academy, in the town of Monroe, in the parish of Ouachita, and for other purposes..... January 11, 1866.
32. An Act for the relief of H. Cassidy, of the City of New Orleans..... January 11, 1866.
33. An Act to exempt from seizure and sale a homestead and other property..... January 12, 1866.
34. An Act relative to the State Penitentiary..... January 13, 1866.

- sur la concession des terres d'Etat où ils se trouvent..... 1er janvier 1866.
15. Acte à l'effet d'obliger toutes personnes demeurant dans le voisinage de Port Hudson, à l'est du Mississipi, à tenir dans des enclos leurs chevaux, mulets, bêtes à cornes et autres bestiaux..... 1er janvier 1866.
16. Acte à l'effet de punir toute personne coupable d'embauchage, séduction et recel des travailleurs, domestiques et apprentis..... 1er janvier 1866.
17. Acte assignant une allocation pour couvrir les dépenses du Bureau des Terres de l'Etat pendant l'année fiscale finissant le 31 décembre 1865..... 3 janvier 1866.
18. Acte autorisant l'Auditeur des Comptes Publics à employer dans son bureau un commis supplémentaire..... 3 janvier 1866.
19. Acte relatif aux apprentis et aux domestiques engagés par contrats..... 4 janvier 1866.
20. Acte décrétant des peines contre ceux qui emploient des travailleurs et des apprentis en certains cas..... 4 janvier 1866.
21. Acte étendant, en certains cas, le délai accordé pour retourner à la Cour Suprême les appels des jugements des Cours de District..... 5 janvier 1866.
22. Acte établissant à Kennerville, paroisse Jefferson, un arrondissement électoral..... 5 janvier 1866.
23. Acte amendant l'acte supplémentaire aux actes d'incorporation de la ville de Thibodeaux, approuvé le 29 mai 1846..... 5 janvier 1866.
24. Acte venant en aide à E. L. Jewell..... 5 janvier 1866.
25. Acte pourvoyant au paiement des officiers et employés de l'Assemblée Générale..... 6 janvier 1866.
26. Acte changeant le jour fixé pour la réunion de l'Assemblée Générale..... 6 janvier 1866.
27. Résolution Conjointe allouant la somme de \$11,750 en faveur des Institutions charitables de l'Etat..... 8 janvier 1866.
28. Résolution Conjointe chargeant l'Ingénieur d'Etat de faire un relevé et inspection du Chemin Coquillé et autres ouvrages appartenant à la Compagnie de Navigation et Banque..... 8 janvier 1866.
29. Résolution Conjointe accordant au Comité Conjoint sur les chemins de fer certains pouvoirs..... 8 janvier 1866.
30. Résolution Conjointe considérant qu'en raison du retard apporté dans la nomination des traducteurs des deux Chambres, la traduction de leurs journaux est incomplète et que la transcription n'en est pas faite..... 10 janvier 1866.
31. Acte amendant l'acte d'incorporation de l'Institution de Filles du Ouachita, dans la ville de Monroe, paroisse Ouachita..... 11 janvier 1866.
32. Acte venant en aide à H. Cassidy, de la Nouvelle-Orléans..... 11 janvier 1866.
33. Acte exemptant de saisie et vente la demeure patrimoniale et d'autres biens..... 12 janvier 1866.
34. Acte relatif au Pénitencier de l'Etat..... 13 janvier 1866.

35. An Act to authorize the Governor to issue the bonds of the State for the amount of one million of dollars, and to provide for the payment of the same, to defray the expenses of building levees, in accordance with the contracts made by him and the Levee Commissioners appointed for that purpose. January 15, 1866.

- 35. Acte autorisant le Gouverneur à émettre les bons de l'Etat pour une somme d'un million de piastres, et pourvoyant au paiement de ces bons, à l'effet de couvrir les frais de construction des levées, résultant des contrats passés par le Gouverneur et les Commissaires nommés dans ce but..... 15 janvier 1866.

ALPHABETICAL INDEX.

NO. OF ACTS.	A	PAGES.
14.	American Rock Salt Company.....	22
18.	Auditor of Public Accounts.....	28
19.	Apprentices and Indentured Servants.....	28
21.	Appeals.....	32
B		
7.	Boyce, Hon. Henry.....	10
8.	Bonds and securities, restitution of.....	12
35.	Bonds, the Governor to issue.....	56
C		
12.	Crimes and offences.....	16
27.	Charitable Institutions, appropriations for.....	42
28.	Canal Shell Road.....	44
32.	Cassidy H., relief of.....	50
E		
20.	Employers of Laborers and Apprentices, to be punished in certain cases.....	32
22.	Election Precinct in Kennerville.....	34
F		
2.	Federal Relations, Joint Resolutions relative to.....	4
10.	Fire Arms, to prohibit the carrying of.....	14
G		
26.	General Assembly, time of meeting.....	40
H		
7.	Hunt, Hon. Randell.....	10
J		
24.	Jewell, E. L., relief of.....	36
29.	Joint Committees on Railroads.....	44

INDEX ALPHABETIQUE.

NUMEROS DES ACTES.	A	PAGES.
18. Auditeur des Comptes Publics.....		20
19. Apprentis et domestiques.....		20
15. Appels.....		33
27. Appropriation pour les Institutions Charitables.....		43
10. Armes à feu prohibées.....		15
31. Académie de Filles du Ouachita.....		49
B		
7. Boyce, Hon. Henry.....		11
35. Bons issus par le Gouverneur.....		57
17. Bureau des Terres, appropriation pour couvrir ses dépenses.....		27
C		
14. Compagnie Américaine de Sel Gemme.....		23
12. Crimes et offenses.....		17
28. Chemin coquillé du Canal.....		45
32. Cassidy H., secours accordé à.....		51
29. Comité Conjoint sur les chemins de fer.....		45
25. Compensation accordée aux officiers et employés de l'Assemblée Générale.....		36
16. Cachant des travailleurs, domestiques ou apprentis.....		25
D		
11. Droit de propriété.....		17
H		
7. Hunt, Hon. Randall.....		11
I		
9. Institut des Artisans.....		13
J		
24. Jewell E. L., secours accordé à.....		37
K		
22. Kennerville.....		35

K

22. Kennerville	34
-----------------------	----

L

17. Land Office, appropriations for expenses of.....	26
--	----

M

1. Members of General Assembly, payment of.....	4
9. Mechanics' Intitute.....	12

O

25. Officers and employees of the General Assembly, compensation of....	38
31. Ouachita Female Academy.....	48

P

15. Port Hudson, persons residing in the vicinity to keep stock within enclosures	22
33. Property exempt from seizure.....	52
34. Penitentiary.....	52

R

6. Recorders to appoint Deputies.....	10
---------------------------------------	----

S

3. Statue of Washington.....	6
13. Sales, Judicial.....	20
16. Secreting laborers, servants or apprentices.....	24

T

11. Trespassing.....	16
23. Thibodaux, incorporating the town of.....	36
30. Translating Clerks.....	46

U

4. U. S. Senators.....	8
------------------------	---

V

12. Vagrants	16
--------------------	----

M

1. Membres de l'Assemblée Générale, paiement des..... 5

P

15. Port Hudson, personnes résidant dans le voisinage doivent clôre leurs animaux..... 23
 33. Propriété exempte de saisie..... 53
 34. Pénitenciaire..... 33

R

8. Restitution de bons et sécurités..... 13
 26. Réunion de l'Assemblée Générale..... 41
 6. Recorders nommant des Députés..... 11
 2. Relations Fédérales, Résolution Conjointe relative aux..... 5

S

3. Statue de Washington..... 6
 4. Sénateurs des Etats-Unis..... 9

T

20. Thibodeaux, incorporation de la ville de..... 37
 30. Traducteurs..... 47

V

13. Ventes judiciaires..... 21
 12. Vagabondage..... 17

